



Ministère
de la Sécurité
publique



Service d'évaluation des personnes accusées en matière de violence conjugale au stade de la mise en liberté provisoire

Votre
gouvernement

Québec

1

Mise en contexte



1968

- La DGSC offre des services d'éclairage à la cour, dont la production de rapports présenticiels.

1998

- Le Service d'évaluation des personnes accusées en matière de violence conjugale au stade de la mise en liberté provisoire a été développé suite aux recommandations émises par deux coroners.
- Il a été délaissé dans plusieurs régions au fil du temps.

2018

- Il figure au Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023
- Déploiement de la première phase - quatre régions

2020

- Il figure aussi au Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et accroître la sécurité des victimes 2020-2025
- Déploiement de la seconde phase – quatre régions supplémentaires

Votre
gouvernement

Québec

2

Sites d'implantation de la phase I Décembre 2018

Montréal

DSPC Clientèle féminine et activités spécialisées
Palais de justice couverts
• Montréal

Ouest-du-Québec

DSPC Abitibi-Témiscamingue (Amos) & Nord-du-Québec*
Palais de justice couverts
• Amos
• Val d'Or
• La Sarre
• Senneterre

*Le territoire non couvert : Nord-du-Québec

Est-du-Québec

DSPC Côte Nord (Baie-Comeau)
Palais de justice couverts
• Baie-Comeau
• Sept-Îles
• Forestville

DSPC Québec – Charlevoix
Palais de justice couverts
• Québec
• La Malbaie

DSPC Sainte-Foy – Chaudière-Appalaches
Palais de justice couverts
• Thetford Mines
• Montmagny
• Saint-Joseph-de-Beauce

3

Sites d'implantation de la phase II Décembre 2020

Ouest-du-Québec

DSPC Laurentides
Palais de justice couverts
• Saint-Jérôme
• Mont Laurier

DSPC Montérégie Nord-Est (Longueuil)
Palais de justice couverts
• Longueuil
• Sorel Tracy

DSPC Montérégie Sud-Ouest (St-Jean-sur-Richelieu)
Palais de justice couverts
• Valleyfield
• Saint-Hyacinthe
• Saint-Jean-sur-Richelieu

Est-du-Québec

DSPC Saguenay-Lac-St-Jean (Roberval)
Palais de justice couverts
• Alma
• Roberval
• Chibougamau

4

Service d'évaluation des conjoints violents

Moment et clientèle cible

- Au stade de la mise en liberté provisoire
- Lors de situations de violence conjugale
- Dans certaines circonstances

Finalités

- Offrir un service d'éclairage à la cour en toute impartialité
- Faciliter la prise de décision (mise en liberté provisoire ou détention préventive) par une évaluation de la situation et des risques
- Émettre des recommandations quant à des conditions particulières pouvant être imposées et favorisant l'encadrement de l'accusé, notamment la référence vers des ressources de la communauté, le cas échéant
- Contribuer à la sécurité de la présumée victime et de ses proches
- Perspective de réduction des risques

Processus

Étape 1
Réception de la
demande

Étape 3
Formats de
l'évaluation
et modèles

Étape 2
Collecte
d'information par
l'agent de probation

Étape 4
Production
de
l'évaluation

Étape 1 Réception de la demande

Requête du DPCP / Défense

Consentement obligatoire des deux parties

Vérification du motif de l'objection et demande spécifique supplémentaire, le cas échéant

Étape 2 Collecte d'information par l'agent de probation

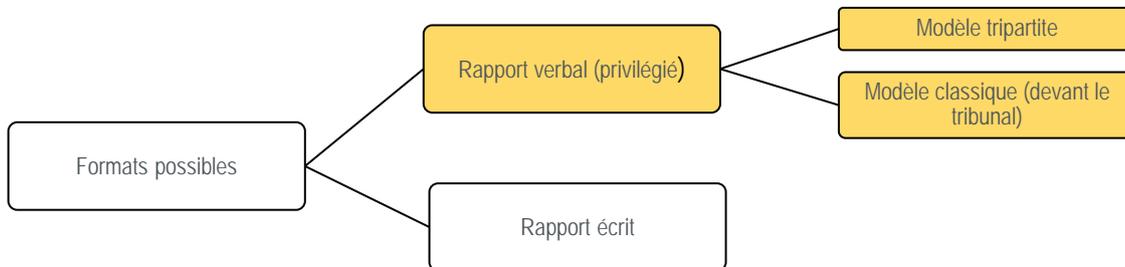
Sources

- Dossier correctionnel
- Antécédents judiciaires
- Dossier DPCP
- Entretien avec l'accusé
- Entretien avec la présumée victime
- Autres sources d'information

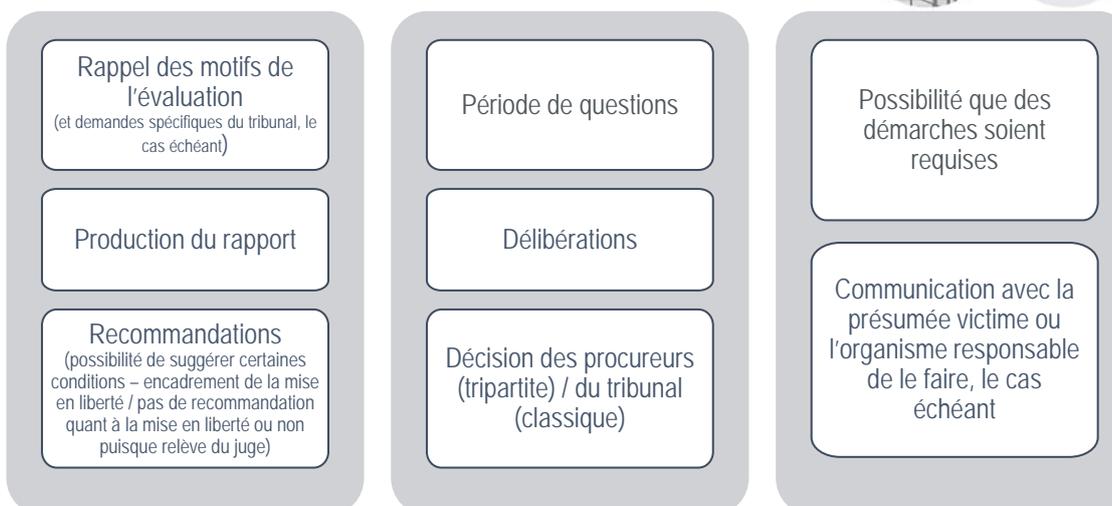
Sphères à évaluer

- Dès le départ: mise en garde au regard du respect de la présomption d'innocence

Étape 3 Formats de l'évaluation et modèles



Étape 4 Production de l'évaluation



Quelques données

Décisions rendues au terme des évaluations produites par année
(sur un total de 130 évaluations produites de novembre 2018 à avril 2021)

Décisions rendues	2018	2019	2020	2021	Total
Détention préventive	0 %	20 %	37 %	29 %	30 %
Mise en liberté provisoire	100 %	80 %	63 %	68 %	68 %
Donnée non disponible	n/a	n/a	n/a	3 %	2 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Votre
gouvernement

Québec

11

Quelques données (suite)

Dans 91 % des
dossiers

La communication a pu être établie à au moins
une reprise avec les présumées victimes.

Dans 75 % des
dossier

La recommandation comportait la suggestion de
conditions particulières, dont la référence vers
des ressources offrant des thérapies fermées,
dans l'éventualité où une mise en liberté serait
envisagée.

Votre
gouvernement

Québec

12

Projet - Implantation provinciale



Ouest-du-Québec

DSPC Outaouais
Palais de justice couverts
Gatineau Maniwaki
Campbell's Bay

DSPC Estrie
Palais de justice couverts
Cowansville Drummondville
Grandby Mégantic
Sherbrooke

DSPC Laval-Lanaudière
Palais de justice couverts
Laval Joliette

DSPC Abitibi-Témiscamingue & Nord-du-Québec*
* Travaux à venir

Est-du-Québec

DSPC Gaspésie Îles-de-la-Madeleine
Palais de justice couverts
New-Carlisle Percé
Sainte-Anne-des-Monts Havre-Aubert

DSC Bas-Saint-Laurent
Palais de justice couverts
Rimouski Rivière-du-Loup
Matane Mont-Joli
Amqui

DSC Mauricie – Centre-du-Québec
Palais de justice couverts
La Tuque Shawinigan
Victoriaville Trois-Rivières



Questions

Échanges

